

## Suisse: le pays des opportunités au XXI<sup>e</sup> siècle

*La Suisse d'aujourd'hui est non seulement un exemple de réussite économique, mais aussi le résultat d'une intégration couronnée de succès.*

**Flavia Kleiner**

Deux questions pour commencer: y a-t-il une région du monde où vous souhaiteriez que la Suisse soit située? Et: y a-t-il une autre époque à laquelle vous préféreriez vivre dans ce pays plutôt qu'aujourd'hui?

Moi-même, je réponds par la négative à ces deux questions. En effet, je pense que la Suisse, en plein cœur de l'Europe, est extrêmement bien placée. Nos voisins garantissent notre sécurité, leurs économies et leurs consommateurs achètent nos machines, nos casseroles, nos produits bancaires. Nous nous sentons aujourd'hui plus en sécurité et plus prospères que jamais, justement parce que les Etats limitrophes de la Suisse sont liés les uns aux autres et que nous le sommes à eux.

Pour moi, une Suisse ouverte sur le monde ne peut que réussir: elle est d'ailleurs l'une des économies les plus innovantes et les plus compétitives de la planète. Or cette réussite repose largement sur le travail de la main-d'œuvre immigrée. La politique d'immigration actuelle, la possible disparition des accords bilatéraux ou encore une zone de libre-échange transatlantique sans la Suisse: tout cela menace la force d'innovation de la Suisse, c'est-à-dire les fondements sur lesquels nous voulons construire la réussite future de notre pays.

Depuis toujours, la particularité de la Suisse réside dans la diversité de sa culture et de sa société. Il est déconcertant d'entendre qu'il y aurait une culture suisse unique et que cette dernière serait à défendre contre les influences étrangères. Je suis fière de nos spécificités, car elles nous définissent, mais je n'y vois aucune raison de nous renfermer sur nous-mêmes.

*Pas prête à supporter les coûts d'un repli*

Si nous transposons les facteurs économiques et culturels de l'ouverture sur le monde aux conditions-cadres politiques nécessaires à la poursuite de notre réussite, nous constatons qu'une relation basée sur les intérêts avec l'Union européenne, principal partenaire économique et politique de la Suisse, est incontournable. Je rejette le principe d'autodétermination prôné par les nationaux conservateurs, car il est synonyme de pertes. Et je ne suis pas prête à supporter les coûts d'un repli. Nos chances pour l'avenir en souffriraient inévitablement. Or ce n'est pas ce que les citoyens souhaitent. Dans le Baromètre des préoccupations du Credit Suisse de l'année dernière, 50% des personnes interrogées voulaient avant tout la poursuite des accords bilatéraux, tandis que seulement 24% se prononçaient en faveur de leur résiliation.

*Une politique migratoire restrictive accroît les problèmes*

Je voudrais ici examiner les défis auxquels la Suisse est confrontée. Un flot incessant d'images envahit les médias. Des atrocités commises par des milices islamistes terroristes en Irak, en Somalie ou ailleurs; des personnes vivant dans une pauvreté extrême ou ayant pris la fuite; et de nouveaux scénarios de crise économique dont on a du mal à garder une vue d'ensemble. Pour les citoyens, il est difficile d'appréhender ces contenus sans tomber dans la peur. Mais quelle est la clé pour aborder ce monde complexe? Sûrement pas de rester campé sur ses acquis. Bien sûr, le monde change et l'immense masse d'événements difficilement compréhensibles a de quoi nous étouffer. Mais l'exclusion et le repli ne sont pas des solutions.

La Suisse doit considérer l'évolution du monde comme une opportunité pour réussir encore mieux à l'avenir. Il en est de même pour l'immigration. Nombre d'immigrés sont des personnes pleines d'élan qui veulent obtenir par le travail une vie meilleure. Ils contribuent à la réussite économique et nous devrions tirer le meilleur profit possible de leur potentiel. L'immigration n'est un problème que lorsque les immigrés sont exclus et amputés de leurs opportunités. Dans ce cas, ils ne trouvent pas d'emploi et se retrouvent en marge de la société. Plus une politique migratoire est restrictive, plus les problèmes liés à l'immigration sont nombreux. Mais l'immigration ne diminue pas pour autant.

*Métaphores hydrauliques*

Enfin, un débat raisonnable sur l'immigration préserverait les rapports numériques. Au lieu de cela, les responsables politiques font usage de métaphores hydrauliques déshumanisantes, parlant de vagues, de flots et de flux de réfugiés.

Par conséquent, lorsqu'ils inventent des boucs émissaires pour pallier leur manque d'arguments, les nationaux conservateurs ne préparent pas notre pays à l'avenir dans un monde globalisé, mais nous cantonnent aux seconds rôles. Une Suisse qui envisage le changement avec confiance et qui considère l'avenir comme une promesse de réussite peut avancer avec assurance. Pourvu que dans dix, cinquante, cent ans, nous puissions toujours affirmer: nous sommes heureux d'être en Europe et de vivre à notre époque!

*Flavia Kleiner est co-présidente d'Opération Libero. Fondé au lendemain de l'approbation de l'initiative contre l'immigration de masse, ce mouvement d'orientation libérale sur les plans économique et social a pour objectif de jouer un rôle actif dans le débat politique.*

## La Suisse est le pays le plus ouvert du monde

*La libre immigration n'a rien à voir avec l'ouverture des marchés. Nous devons d'urgence réfléchir aux limites de l'immigration.*

**Luzi Stamm**

Il n'est pas étonnant que l'immigration soit citée depuis des années comme l'un des principaux problèmes du pays dans le «baromètre des préoccupations»: même si à mon sens, les problèmes d'immigration ont longtemps été minimisés par la plupart des médias, la population ne peut que constater aujourd'hui combien la situation est préoccupante.

Ce débat crucial est malheureusement dominé par les formules toutes faites. Les uns sont salués comme étant «libéraux» et «ouverts», les autres disqualifiés car prétendument «isolationnistes» et «repliés sur eux-mêmes». Il serait plus pertinent de s'intéresser aux faits et aux chiffres. D'après mon expérience, même les hommes politiques occupant les plus hautes fonctions n'ont bien souvent aucune idée de l'ordre de grandeur des chiffres. Et les leaders du monde économique n'ont, et cela se comprend, que très peu de temps à consacrer à cette question.

La Suisse est le pays le plus ouvert du monde parmi les Etats comptant plus d'un million d'habitants. Il suffit de voir le nombre d'étrangers qui vivent en Suisse: plus de deux millions de personnes non titulaires d'un passeport suisse sont installées de façon permanente chez nous, soit près de 25% de la population résidente permanente (seuls quelques petits Etats présentent des valeurs supérieures). Dans aucun autre pays les habitants ne sont aussi tournés vers l'extérieur, n'entretiennent autant de contacts internationaux et ne sont liés à autant de partenaires (conjoints) étrangers qu'en Suisse. «Nous employons plus de deux millions de ressortissants étrangers en Suisse et dans le monde, a écrit le professeur d'économie romand François Schaller, nous avons conclu 130 accords avec l'Union européenne. Et c'est cela qu'on appelle repli sur soi, isolationnisme et mentalité du réduit?»

*La prospérité via l'ouverture économique*

Les générations précédentes sont parvenues, en un siècle à peine, à faire d'une nation pauvre le pays le plus riche du monde (là encore, en comparaison avec les pays de plus d'un million d'habitants). Et cette incroyable performance a été rendue possible par une politique ouverte et libérale. Du point de vue économique, notre pays est l'exemple type de ce que l'on appelle une «SMOPEC» ou Small OPen Economy.

La question de l'immigration est souvent assimilée à celle de l'ouverture économique. Mais il s'agit là d'un tour de passe-passe. Tout homme politique ou économiste devrait savoir que la libre immigration n'a absolument rien à voir avec l'ouverture des marchés. Et pourtant, sous prétexte que «nous avons besoin de marchés ouverts», ceux qui demandent un contrôle de l'immigration se voient accusés d'aller contre les intérêts de l'économie. Ce manque de connaissances spécifiques concrètes est excusable chez les personnes qui ne s'intéressent que de loin à la politique et à l'économie, mais pas chez les hommes politiques qui prennent des décisions fondamentales. On peut au moins attendre d'eux qu'ils connaissent les chiffres.

Il est déjà assez grave que le Conseil fédéral se soit trompé en estimant les répercussions de la libre circulation des personnes, qui sont dix fois supérieures à ses prévisions. Le gouvernement devrait à présent communiquer ouvertement les valeurs record de l'immigration à l'échelle mondiale: en l'an 2000, les explications du Conseil fédéral relatives à la votation populaire «Accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne» tablaient ainsi sur un solde net de 8000 à 10 000 immigrants par an. En réalité, l'immigration nette s'est élevée à 80 000 personnes au cours des dernières années. Plus de 150 000 nouvelles autorisations de séjour sont délivrées année après année – un chiffre proprement effarant pour un petit pays comme la Suisse. A titre de comparaison, cela reviendrait pour l'UE à délivrer chaque année près de 10 millions d'autorisations d'immigration, ce qu'elle n'accepterait jamais.

*L'immigration via le droit d'asile*

Parallèlement à la libre circulation des personnes, qui se traduit par la libre immigration depuis les pays de l'UE – sur laquelle nous n'avons plus prise –, notre pays fait face au problème croissant de l'«immigration via le droit d'asile». Le Kosovo est un exemple parlant de la possible évolution des chiffres de l'immigration par la «voie de l'asile». 200 000 personnes «issues de l'immigration kosovare» vivent actuellement en Suisse. Or si les Etats des Balkans adhèrent à l'UE dans cinq, dix ou vingt ans, la libre circulation des personnes vaudra aussi pour les ressortissants de ces pays. Devons-nous alors nous attendre à voir arriver 100 000, 500 000, voire un million d'immigrants supplémentaires, rien que pour le Kosovo?

Aucun pays ne peut supporter une immigration illimitée. Les responsables de notre pays feraient bien de se poser la question de savoir où se situe la limite.

*Luzi Stamm est économiste et avocat. Il était président de tribunal à Baden dans les années 1980. Depuis 24 ans, il est conseiller national. Il est membre de la Commission de politique extérieure et de la Commission des affaires juridiques. De 2003 à 2007, Luzi Stamm était membre du Conseil de l'Europe où il appartenait à la Commission des migrations.*